

**Experts-comptables  
Commissaires aux comptes**  
Guillaume BLANCHARD  
Laurent GODRET  
Sylvie HERVÉ  
Benoît LEROY  
Jean Pierre VOGEL

**Associé fondateur**  
Michel FILOCHE

## **LES PETITS PRINCES Association loi 1901 - ITEP**

B.P. 21 Route de Réveillon  
72470 CHAMPAGNE

R.C.S LE MANS 444 591 531

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

4, cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans  
[www.altexa.fr](http://www.altexa.fr) - 02 43 43 62 62 - [lemans@altexa.fr](mailto:lemans@altexa.fr)

**Le Mans**      **Fresnay-sur-Sarthe**      **Saint-Calais**

SA au capital de 192 000€ ▶ Siège social : 4 cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans ▶ Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de la Loire et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique ▶ R.C.S. Le Mans B 333 203 099 ▶ APE 6920Z



**LES PETITS PRINCES**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

---

Aux membres de l'association LES PETITS PRINCES,

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES PETITS PRINCES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

**Le Mans, le 25 Avril 2024**  
**Le Commissaire aux comptes**  
**SA ALTEXA**

A blue ink signature, appearing to be 'JP Vogel', written over a horizontal line.

**Jean Pierre VOGEL**

## **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



ASSOCIATION LES PETITS PRINCES				
ACTIF SYNTHESE				
Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	44 477,61	44 477,60	0,01	1 929,09
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	1 114 651,12	422 996,91	691 654,21	722 067,22
Constructions	8 380 010,77	4 489 587,22	3 890 423,55	4 133 147,66
Installations techniques, matériels et outillage	524 271,85	500 223,44	24 048,41	26 643,25
Autres immobilisations corporelles	440 722,74	388 332,91	52 389,83	73 345,91
Immobilisations corporelles en cours	10 670,52		10 670,52	
<b>Immobilisations Financières :</b>				
Participations et créances rattachées à des participations	100,00		100,00	100,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	-750,00		-750,00	-660,00
<b>TOTAL I</b>	<b>10 514 154,61</b>	<b>5 845 618,08</b>	<b>4 668 536,53</b>	<b>4 956 573,13</b>
<b>Comptes de liaison (1)</b>				
<b>TOTAL II</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours :</b>				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>2 000,00</b>		<b>2 000,00</b>	<b>2 000,00</b>
<b>Créances (2) :</b>				
Créances redevables et comptes rattachés (3)				
Autres créances	10 822,41		10 822,41	12 478,86
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>4 871 059,70</b>		<b>4 871 059,70</b>	<b>1 111 368,00</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>3 750 700,98</b>		<b>3 750 700,98</b>	<b>6 648 878,82</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>				
<b>TOTAL III</b>	<b>8 634 583,09</b>		<b>8 634 583,09</b>	<b>7 774 725,68</b>
<b>TOTAL ACTIF</b> (I +II+III+IV+V+VI)	<b>19 148 737,70</b>	<b>5 845 618,08</b>	<b>13 303 119,62</b>	<b>12 731 298,81</b>

ASSOCIATION LES PETITS PRINCES			
PASSIF SYNTHESE			
Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023	
<b>FONDS PROPRES</b>			
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 363 369,17	1 363 369,17	
Fonds associatifs avec droit de reprise :			
Dons et legs			
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	193 800,00	193 800,00	
<b>Réserves :</b>			
Excédents affectés à l'investissement	847 156,31	847 156,31	
Réserves de compensation	2 601 912,34	858 525,22	
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement			
Autres réserves	78 287,03	78 287,03	
Report à nouveau			
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		1 195 250,64	
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-73 628,26	-71 928,26	
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	3 925 463,25	3 925 463,25	
Dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	573 398,74	546 436,48	
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 859 807,32	1 970 856,32	
Provisions réglementées :			
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	650 248,85	667 012,85	
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	321 302,00	338 066,00	
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	328 946,85	328 946,85	
Immobilisations grevées de droits			
<b>TOTAL I</b>	<b>12 019 814,75</b>	<b>11 574 229,01</b>	
Comptes de liaison			
<b>TOTAL II</b>			
Provisions pour risques	92 735,87	54 185,87	
Provisions pour charges	597 700,00	597 300,00	
Fonds dédiés			
<b>TOTAL III</b>	<b>690 435,87</b>	<b>651 485,87</b>	
<b>DETTES (3)</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Redevables créditeurs			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	112 126,68	96 649,10	
Dettes sociales et fiscales	459 382,65	398 179,51	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 670,52		
Autres dettes (5)	10 689,15	10 755,32	
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL IV</b>	<b>592 869,00</b>	<b>505 583,93</b>	
<b>TOTAL PASSIF</b> (I +II+III+IV+V)	<b>13 303 119,62</b>	<b>12 731 298,81</b>	

ASSOCIATION LES PETITS PRINCES		
RESULTAT SYNTHESE		
PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	30,00	30,00
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 369 740,40	5 152 378,45
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	5 369 740,40	5 152 378,45
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 042,01	143 536,53
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	319,41	317,88
<b>TOTAL I</b>	<b>5 514 131,82</b>	<b>5 296 262,86</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	106 557,66	105 412,37
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 004 711,76	1 080 864,78
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	310 731,70	284 896,52
Salaires et traitements	2 307 810,36	2 096 362,53
Charges sociales	916 705,90	829 130,62
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	441 156,52	493 671,97
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	1 436,86	1 205,53
<b>TOTAL II</b>	<b>5 089 110,76</b>	<b>4 891 544,32</b>
<b>I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>425 021,06</b>	<b>404 718,54</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	21 342,07	13 017,40
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>21 342,07</b>	<b>13 017,40</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>21 342,07</b>	<b>13 017,40</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>446 363,13</b>	<b>417 735,94</b>



ASSOCIATION LES PETITS PRINCES		
RESULTAT SYNTHESE		
PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	111 279,00	111 929,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	16 764,00	16 940,00
<b>TOTAL V</b>	<b>128 043,00</b>	<b>128 869,00</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 007,39	168,46
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 007,39</b>	<b>168,46</b>
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>127 035,61</b>	<b>128 700,54</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>5 663 516,89</b>	<b>5 438 149,26</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>5 090 118,15</b>	<b>4 891 712,78</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>573 398,74</b>	<b>546 436,48</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-5 849,87	
<b>TOTAL</b>	<b>-5 849,87</b>	<b>0,00</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	5 849,87	
<b>TOTAL</b>	<b>5 849,87</b>	<b>0,00</b>



**Règles et méthodes comptables  
(Règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au PCG))**

**ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

**I - MODES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT**

- ♦L'exercice a une durée de 12 mois.
- ♦Les comptes annuels de cet exercice sont élaborés et présentés conformément aux règlements de l'autorité des normes comptables (ANC).
- ♦Le plan comptable M22 spécifique au secteur sanitaire et social est appliqué.

Les modes et méthodes d'évaluation retenus dans l'entreprise sont énumérés, ci-après.  
Ils sont appliqués dans la mesure où la rubrique est servie au Bilan et au Compte de résultat.

**Immobilisations et amortissements**

Un actif est un élément identifiable ayant une valeur positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs.

***1 ) Base amortissable***

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires pour mettre l'actif en place et pour le placer en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction de l'entreprise.

Ces éléments ne font pas l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Le coût d'acquisition est constitué du prix d'achat de l'immobilisation majoré des droits et taxes non récupérables, et minoré des rabais, remises, ristournes et escomptes obtenus.

Les frais accessoires qui ne font pas partie du prix d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Le règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au PCG impose de comptabiliser les immobilisations par composants lorsque ces derniers sont identifiés dès l'origine ou lors du remplacement d'un composant identifié en tant que tel à l'origine ou bien d'un élément qui n'avait pas été identifié comme composant.

La méthode par composant implique un plan d'amortissements pour chacun des composants ainsi comptabilisés.

Néanmoins, seuls les composants qui sont significatifs et qui conservent ce caractère au moment du renouvellement doivent être identifiés.

L'Association applique la méthode par composants depuis 2007.

***2) Méthodes et durées d'amortissements***

L'amortissement traduit le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'entreprise. Il est appliqué de manière constante pour tous les actifs de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques.

Les amortissements ont été calculés selon le mode linéaire ou dégressif. Le mode linéaire est appliqué à défaut de mode mieux adapté.

Sur le plan comptable, le plan d'amortissements est déterminé en fonction de la durée probable d'utilisation effective de l'immobilisation par l'entreprise.

Sur le plan fiscal, les durées de référence qui conditionnent le montant fiscalement admis demeurent les durées d'usage.

Ainsi, pour les structures d'immobilisations décomposées et pour les immobilisations non décomposées, il est possible d'utiliser l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction de la différence entre les amortissements admis fiscalement et les amortissements constatés en comptabilité.

Le comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité a proposé une mesure de simplification pour les PME qui ne dépasseraient pas deux des trois critères suivants :

- total du bilan inférieur à 4 000 000 €,
- chiffre d'affaires inférieur à 8 000 000 €,
- nombre de salariés inférieur à 50.

Elles peuvent ainsi déterminer comptablement les amortissements de leurs immobilisations non décomposables en fonction des durées d'usage fiscales.

Cette mesure a été appliquée pour l'élaboration des comptes annuels de cet exercice en tenant compte des durées d'usage suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Agencements, installations	5 à 25 ans
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 10 ans
Matériel de bureau & informatique	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	3 à 15 ans
Logiciel	1 à 3 ans

Les éléments amortissables et non amortissables de l'actif Immobilisé ont été, le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

#### Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice. Les pertes latentes résultant de cette conversion entraînent la constitution d'une provision pour pertes de change.

#### Autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par la valeur d'acquisition, si la valeur à l'inventaire est inférieure : une provision est constituée.

#### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse figurent à leur valeur nominale.

#### Achats

Les frais et accessoires d'achat payés à des tiers ne sont pas incorporés dans les comptes d'achats mais sont comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

#### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### **II - METHODES UTILISEES POUR LE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS PAR CATEGORIES**

- . Amortissements (voir I)
- . Provisions ( voir tableau ).

### **III -MODIFICATION AFFECTANT DES METHODES ET LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS** NEANT

### **IV - DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES** NEANT

### **V - INFORMATIONS CONCERNANT L'IMAGE FIDÈLE ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### AUTRES INFORMATIONS

- La provision pour congés payés a été constatée à hauteur de 164 700 €. Les charges sociales correspondantes estimées à 88 200€ font également l'objet d'une provision.
- La provision pour départ à la retraite, comptabilisée pour la première année en 2014, est constituée à hauteur de 597 700€

#### **S.A. ALTEXA**

Commissaire aux comptes  
4, Cour Etienne Jules Marey - 72000 LE MANS  
Tél. : 02 43 43 62 62 - Fax : 02 43 43 62 79  
e-mail : lemans@altexa.fr



de départ à la retraite : 64 ans – évolution annuelle des salaires : 1% - taux de charges patronales : 50% - table de mortalité : TV 88/90) afin de donner une meilleure information financière et de faire face aux dépenses relatives aux départs en retraite à moyen terme.

- Les honoraires du Commissaire aux comptes se sont élevés à 12 660€ TTC.
- Les heures de bénévolat ont été de 169h. Elles sont valorisées au taux horaire brut chargé de 34,61€, soit pour un montant total de 5 849,87€. Elles sont comptabilisées en compte de classe 8.
- Les investissements autorisés ont été réalisés ; des travaux de sécurité ou de maintenance de l'état des lieux ont été, comme il se doit, effectués.
- Suite aux négociations du PPI relatif à l'ITEP Pro avec l'AS validé en 6/2013, les excédents 2009 à 2012 (SESSAD et ITEP) ont été reclassés en comptes subvention d'investissement en 2013 (ce qui constitue une dérogation aux règles comptables) et feront l'objet de reprise tous les ans en compte 777000.
- Le montant des transferts de charges total est de 82 442,01€ dont 71 700,46€ en lien avec les charges de personnel.

#### OBJET SOCIAL

L'Association « Les Petits Princes » a pour objectifs essentiels :

- De protéger les enfants, adolescents, par l'accueil, l'éducation, le soin, la scolarisation, la formation, la réinsertion, l'accompagnement et l'aide, à titre individuel, familial ou collectif.
- D'être force de propositions pour toutes actions, réflexions, recherches, promotions des personnes ou collectifs auxquels elle s'adresse dans le respect de leurs droits.
- De coopérer avec les instances compétentes pour émettre tout avis, décider de toutes actions pouvant convenir à la sauvegarde des populations définies.
- De créer, gérer, toute structure d'accueil et de services en vue de remplir les objectifs précités.

L'Association gère un Dispositif ITEP Intégré sur 2 sites alliant les modalités d'accompagnement que sont l'hébergement, l'accueil de jour et le SESSAD. Sont également intégrées l'EMAA et le DACEP.

#### ENGAGEMENTS RECUS

NEANT

#### ENGAGEMENTS DONNES

NEANT

#### PRINCIPES ET CONVENTIONS GENERALES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### PERMANENCE DES METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### REMUNERATION DES CADRES DIRIGEANTS

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

#### EFFECTIFS AU 31/12

	N	N-1
ETP cadres	12.26	12.26
ETP non cadres	52.79	51.80
TOTAL	65.05	64.06

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	Immob. au 31/12/n-1	Acquis. De l'exercice	Diminution s de l'exercice	Immob. Au 31/12/n
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
2011 Frais d'établissement				
2013 Frais de recherche et de développement				
2055 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	47 252	0	2 775	44 478
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
210 Terrains	462 357	0	0	462 357
212 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	652 294	0	0	652 294
213 Constructions sur sol propre	8 354 316	25 695	0	8 380 011
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations, matériel et outillage techniques	539 949	9 709	25 386	524 272
218 Autres immobilisations corporelles	441 743	7 593	8 613	440 723
dont : Matériel de transport	41 912	0	0	41 912
Plaine de jeux	61 282	0	0	61 282
Matériel de bureau et matériel informatique	171 866	5 414	4 997	172 284
Mobiliers de bureau	166 683	2 179	3 616	165 245
260 Parts sociales	100	0	0	100
275 Dépôt et cautionnement	-660	-90	0	-750
<b>Immobilisations en cours</b>				
231 Immobilisations en cours	0	10 671	0	10 671
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 497 352</b>	<b>53 577</b>	<b>36 774</b>	<b>10 514 155</b>

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Amort. au 31/12/n-1	Dot. De l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amort. Cumulés au 31/12/n
	(1)	(2)	(3)	(1) + (2) - (3)
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>				
2801 Frais d'établissement				0
2803 Frais de recherche et de développement				0
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	45 323	1 929	2 775	44 478
2806 Droit au bail				0
2808 Autres immobilisations incorporelles				0
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>				
2811 Terrains				0
2812 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	392 584	30 413	0	422 997
2813 Constructions sur sol propre	4 221 168	268 419	0	4 489 587
2814 Constructions sur sol d'autrui				0
2815 Installations, matériel et outillage techniques	513 306	11 944	25 026	500 223
2818 Autres immobilisations corporelles	368 397	27 901	7 966	388 333
dont : Matériel de transport	41 912	0	0	41 912
Plaine de jeux	50 930	3 679	0	54 609
Matériel de bureau et matériel informatique	125 516	20 036	4 349	141 203
Mobiliers de bureau	150 039	4 186	3 616	150 609
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 540 778</b>	<b>340 607</b>	<b>35 767</b>	<b>5 845 618</b>



## TABLEAU DES PROVISIONS

		Montant au 31/12/n-1	Dot. De l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
10682	Réserve affectée à l'investissement	847 156,31	0,00	0,00	847 156,31
10686	Réserve de compensation	858 525,22	1 743 387,12	0,00	2 601 912,34
14	Provisions réglementées	667 012,85	0,00	16 764,00	650 248,85
14861	réserves des plus values nettes d'actif immobilisé				0,00
14862	réserves des plus values nettes d'actif circulant				0,00
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
151	Provisions pour risques	54 185,87	38 550,00	0,00	92 735,87
153	Provisions pour pensions et obligations similaires	535 700,00	62 000,00	0,00	597 700,00
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	61 600,00	0,00	61 600,00	0,00
158	Autres provisions pour charges				0,00
<b>Provisions pour dépréciation autres que comptes financiers</b>					
29	Dépréciation des immobilisations				0,00
39	Dépréciation des stocks et encours				0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers				0,00
<b>Provisions pour dépréciation des comptes financiers</b>					
59	Dépréciation des comptes financiers				0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>3 024 180,25</b>	<b>1 843 937,12</b>	<b>78 364,00</b>	<b>4 789 753,37</b>

## ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Créances (a)	Montant brut (*) au 31 décembre	Échéances à 1 an au +	Dettes (b)	Montant brut (*) au 31 décembre	Échéances à 1 an au +
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			<b>Emprunts obligataires convertibles (1)</b>		
Créances rattachées à des participations			Autres emprunts obligataires (1)		
Prêts (1)			Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)		
Autres immobilisations financières			Emprunts et dettes financières divers (1)		
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	112 126,68	112 126,68
Créances clients et comptes rattachés			Personnel et comptes rattachés	164 700,00	164 700,00
Autres créances clients			Sécurité sociale et autres organismes sociaux	271 606,65	271 606,65
Personnel et comptes rattachés			Etat et autres collectivités publiques	23 076,00	23 076,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 670,52	10 670,52
Etat et autres collectivités publiques			Autres dettes	10 689,15	10 689,15
Autres	12 822,41	12 822,41	Produits constatés d'avance		
Charges constatées d'avance					
<b>TOTAL</b>	<b>12 822,41</b>	<b>12 822,41</b>	<b>TOTAUX</b>	<b>592 869,00</b>	<b>592 869,00</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice			(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		
			(2) Dont .....envers les sociétaires		

**ETAT DES CHARGES A PAYER ET DES PRODUITS A RECEVOIR****PRODUITS A RECEVOIR**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du Bilan	
Créances rattachées à des participations	
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	
Créances reçues par legs et donations	
Autres créances	4 292,00
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
<b>Total</b>	<b>4 292,00</b>

**CHARGES A PAYER**

Charges à payer incluses dans les postes suivants du Bilan	
Emprunts obligataires et assimilés	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 507,97
Dettes de legs ou donations	
Dettes fiscales et sociales	263 769,97
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	5 408,02
<b>Total</b>	<b>317 685,96</b>

**ETAT DES CHARGES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE****PRODUITS ET CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE**

Produits constatés d'avance	
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>Total</b>	<b>0,00</b>

Charges constatées d'avance	
Charges d'exploitation	
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>Total</b>	<b>0,00</b>

ETAT DES EMPRUNTS ET FRAIS FINANCIERS

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Rbt du capital de l'année n	Intérêts de l'année n
					Capital	Intérêts		
Néant								
TOTAL				0,00	0	0	0,00	0,00

FONDS FINANCIERS	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
Fonds de dotation	255 443,84			255 443,84
Réserves d'investissement	1 014 475,13			1 014 475,13
Ecart de réévaluation	93 450,20			93 450,20
Diff. de réalisation des actifs cédés	328 946,85			328 946,85
<b>Réserves</b>				
Réserves réglementées	76 200,00			76 200,00
Autres réserves	1 707 768,56	1 743 387,12		3 451 155,68
<b>Report à nouveau</b>	5 048 785,63		1 196 950,64	3 851 834,99
<b>Résultat de l'exercice</b>	546 436,48	573 398,74	546 436,48	573 398,74
<b>TOTAL 1</b>	<b>9 071 506,69</b>	<b>2 316 785,86</b>	<b>1 743 387,12</b>	<b>9 644 905,43</b>
<b>Subvention d'investissement</b>	3 446 217,32			3 446 217,32
<b>Quote part de subv. Virée au résultat</b>	-1 475 361,00	-111 049,00		-1 586 410,00
<b>TOTAL 2</b>	<b>1 970 856,32</b>	<b>-111 049,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 859 807,32</b>
<b>TOTAL 1+ 2</b>	<b>11 042 363,01</b>	<b>2 205 736,86</b>	<b>1 743 387,12</b>	<b>11 504 712,75</b>